

Questions diverses pour la CAPD du 10 octobre 2019

1. Classe relais : pourrions-nous connaître le montant de l'allocation académique pour les dispositifs relais du département de l'Hérault ? Cette allocation couvre-t-elle l'emploi des AED dans ces classes ? Y a-t-il des projets éligibles aux crédits du Fonds Social Européen ? Les AED affectés à ces dispositifs relais doivent-ils y consacrer la totalité de leur volume horaire, conformément à la liste d'implantation des postes fournie par vos services ?
2. ULIS Ecole Mitterrand (Malbos) : depuis septembre 2018 vous êtes alertés de la situation dans cette école, par le biais de fiches RSST, d'une communication intense entre l'équipe et l'IEN de circonscription, par la saisine du CHSCT en avril. Un seul enfant, à besoin très particuliers, épuise et met en danger les autres élèves et l'ensemble de la communauté éducative. L'enseignante de l'ULIS, en arrêt de travail l'an passé, a pris un an de disponibilité. Les décisions de justice se multiplient entre la famille et l'Éducation Nationale. La famille a refusé de respecter votre décision de réduire la présence à l'école à 12 heures. L'équipe de l'école ne peut se satisfaire de la visite de M. Hévin et d'un psychologue scolaire en septembre 2019. Quelles décisions rapides comptez-vous prendre pour protéger les enseignant-es, les AESH, et assurer un climat serein aux usagers de l'école ?
3. Ecole inclusive : suite logique de la question précédente ; vous aviez évoqué la constitution d'une commission départementale pour élèves hautement perturbateurs. Est-elle constituée, de qui se compose-t-elle, quels sont ses leviers d'action ? Comment l'interpeller ? Par ailleurs, avec la mutualisation des AESH : comment gérer deux à trois élèves accompagnés par classe, lorsqu'une AESH est absente ? La charge de travail et la responsabilité qui reposent sur les seul-es enseignant-es est immense, et trop lourde.
4. Médecine du travail : suite toujours logique des questions précédentes. Les choix ministériels en termes de politiques publiques managériales, qui imposent un rôle d'exécutant au détriment du rôle de concepteur pédagogique, qui augmentent sans cesse la charge administrative du métier, qui produisent des réformes plus rapidement que le temps nécessaire à leur application et leur évaluation, en somme qui instaurent une organisation du travail de plus en plus pathogène, génèrent une souffrance au travail grandissante pour les personnels. Face à cela, l'institution est en défaut, particulièrement dans notre académie et notre département, puisque le service de médecine de prévention est pratiquement inexistant. Où en est l'organisation du groupe de travail relatif à ce sujet ? Le GT sera-t-il académique, départemental ? Quand aura-t-il lieu ? Où en est-on du recrutement de médecins supplémentaires ?
5. PV et bilans CHSCT : nous réitérons notre demande d'accélérer la mise en ligne des PV et bilans du CHSCT départemental. Cela fait longtemps que le 14 février 2019, date de la dernière mise en ligne, est derrière nous. Par ailleurs, pourriez-vous transmettre la même demande au niveau académique pour le CHSCT-A ?

6. Classement en REP : plusieurs écoles des communes d'Agde et de Béziers réclament depuis longtemps maintenant leur classement en REP, car les difficultés s'y accumulent et parents comme enseignants constatent l'inefficacité de leur action, malgré tout l'engagement qu'il y mettent. Pourriez-vous considérer et faire remonter cette urgence afin de garantir à tous les territoires un service public de qualité et un engagement de l'État à la hauteur des besoins ?
7. Classes dédoublées : combien y a-t-il eu de classes de GS dédoublées à la rentrée 2019-2020 ? Était-ce seulement en REP+ comme vous l'aviez annoncé ? Comment comptez-vous prendre en considération la problématique des multi-niveaux extrêmement fréquents en maternelle ?
8. Classes à 24 maximum en GS, CP, CE1 : combien de classes ont-elles été impactées par la mesure pour la rentrée 2019 ? Comment procédez-vous pour harmoniser la mesure avec la question des locaux, inhérentes aux collectivités et mairies, et la question du nombre d'enseignant-es à placer dans chacune de ces classes ?
9. Nombre de PAP-PEP : pourrions-nous connaître précisément le nombre de postes à profil (14 types de PAP différents) et postes à exigences particulières (13 types de PEP différents) sur le département ?
10. Montpellier : responsabilité de l'ouverture de l'école pendant le temps scolaire : des permanentes (RTGS) ouvrent le portail pour les rendez-vous (direction, équipes éducatives, orthophonie, intervenant-es, etc), d'autres refusent. Nous savons qu'une réunion entre les services municipaux et les directeurs-trices est prévue, bien que reportée par deux fois déjà. Serait-il possible que cette entrevue clarifie la responsabilité de chacun concernant les entrées et sorties sur temps scolaire, et les ouvertures du portail ? A qui d'ouvrir ce portail, quand la directrice est déjà occupée (réunion de directeurs à la circo, rdv, etc) et l'enseignant en classe ? Peut-on suggérer que les RTGS prennent en charge cette mission ?
11. Montpellier ; plan ANRU 2 : la rénovation du quartier de la Paillade doit commencer bientôt, et prévoit la reconstruction totale de plusieurs groupes scolaires (Oxford, Louisville, Balard/Bolivar). Quand-est ce que les enseignants et parents d'élèves seront consultés sur les bâtiments futurs ? Quand pourront-ils exprimer les besoins en salles de repli, salles polyvalentes, salles de réunion, vestiaires, etc ? Y a-t-il un calendrier de destruction et reconstruction des locaux ? Comment et où se passera l'année scolaire pendant ces travaux ?
12. Montpellier ; TPTE : suivant le BOEN n°23 du 5 juin 2014, relatif à la Refondation de l'éducation prioritaire, « les enseignants exerçant dans une des écoles Rep+, listées dans un arrêté ministériel, bénéficient de la libération de 18 demi-journées par année scolaire dans leur service d'enseignement pour participer aux travaux en équipe nécessaires à l'organisation de la prise en charge des besoins particuliers des élèves qui y sont scolarisés, aux actions correspondantes ainsi qu'aux relations avec les parents d'élèves et à la formation (...) Dans les Rep+, au moins trois jours de formation annuels devront être réalisés. » Or cette année, dans deux circonscriptions au moins, le nombre de journées TPTE programmées est passé de 9 à 6. Un nouveau texte est-il paru, entérinant cette réduction de temps libéré ? Monsieur le DASEN peut-il clarifier, par une note de service au besoin, le cadre réglementaire afin que les enseignants de REP+ bénéficient de l'intégralité des moyens mis en œuvre par l'État ?
13. Maîtres G : plusieurs enseignants rééducateurs ont été surpris de recevoir un nouveau PV d'affectation à la rentrée, modifiant leur intitulé et leur lieu de rattachement, alors qu'ils n'avaient pas participé au mouvement. Pouvez-vous expliquer en quoi consiste cette démarche administrative ? Par ailleurs, plusieurs d'entre eux constatent que la prime ISAE ne leur a pas été versée en septembre. Pouvez-vous confirmer qu'il s'agit d'un oubli et que les services de paie travaillent à la mise en paiement de ladite prime au plus vite ?

14. Forfait mobilité durable : ce forfait remplace l'indemnité kilométrique vélo. Dans les services publics cette indemnité était appliquée dans deux ministères seulement, à titre expérimental. L'expérience ayant pris fin, le forfait mobilité durable devait prendre le relais et s'étendre à tous les ministères au premier semestre 2019. De nombreux agents, soucieux d'écologie, attendent des actes forts politiques dans ce domaine et souhaitent bénéficier du forfait mobilité durable. Savez-vous quand est-ce qu'il sera accessible dans l'Éducation Nationale, et de quelle manière ?
15. Implantation des postes PES : sauf erreur, nous n'avons toujours pas reçu la liste de l'implantation des postes PES, alors que vous avez donné votre accord par deux fois. Pourrions-nous l'avoir s'il vous plaît ?
16. Calendrier des instances : pourrions-nous obtenir le calendrier des instances pour l'année s'il vous plaît ?